"L'action sociale est en danger !" :
Quand les CCAS bretons tirent la sonnette d'alarme

Journal : Télégramme
Le 31 janvier 2025 à 15h26
Source : https://www.letelegramme.fr/bretagne/laction-sociale-est-en-danger-quand-les-ccas-bretons-tirent-la-sonnette-dalarme-6752059.php

Les présidents des unions départementales du Finistère, du Morbihan et d'Ille-et- Vilaine ont alerté la commissaire en charge de la lutte contre la pauvreté en Bretagne sur leurs difficultés financières, ce vendredi, lors d'une rencontre à Pontivy (56).

Philippe Jumeau, Isabelle Rolland et Patrice Person, respectivement présidents de l'union départementale des CCAS du Morbihan, d'Ille-et-Vilaine et du Finistère, ont alerté la représentante du préfet de région sur leurs difficultés financières. (Le Télégramme/Patrick Hernot)

Ils ont fait face aux conséquences sociales de la crise sanitaire du covid, de la crise énergétique et de l'inflation, accueillant, au fil de ces dernières années, de plus en plus de personnes en difficulté. Et la situation tend encore à s'aggraver. En deux mois, l'épicerie sociale de Pleyben (29) est passée de 70 à 180 bénéficiaires quand celle de Douarnenez (29) a multiplié par six sa fréquentation ! Et du côté du CCAS de Rennes Métropole, le nombre de familles inscrites à l'aide alimentaire a triplé (de 103 à 314) en trois ans. « On a l'impression d'écoper dans la tempête », souffle Isabelle Rolland, la présidente de l'union départementale des CCAS d'Ille-et-Vilaine. « Nous sommes confrontés à plus de pauvreté. Nous sommes souvent les derniers remparts », ajoute-t-elle. Pourtant, cette digue se fragilise avec les difficultés financières liées aux revalorisations salariales du Ségur de la santé, qui se sont imposées, en juin 2024, aux structures du médico-social et du social.

"Tenir jusqu’à quand ?"

"C’est une mesure juste pour les personnels. Mais les compensations de l’État ne sont pas à la hauteur de ces revalorisations pour les structures concernées. On se retrouve face à une injonction paradoxale", déplore Philippe Jumeau, le président de l’union départementale des CCAS du Morbihan. "À terme, cette avancée sociale tant attendue pourrait se traduire par des suppressions de postes", s’inquiète Patrice Person, son homologue du Finistère. Les trois représentants des CCAS ont, d’une même voix, alerté la commissaire chargée de la lutte contre la pauvreté auprès du préfet de Région, ce vendredi après-midi, lors d’une rencontre à Pontivy. "L’action sociale est le socle du vivre ensemble. Or elle est en péril. Avec les demandes d’économie imposées aux collectivités, les budgets des CCAS risquent d’en pâtir alors que les sollicitations n’ont jamais été aussi nombreuses !" Cette crainte est partagée par tous les CCAS des France. D’ailleurs, le congrès national, en mars prochain, aura pour thème : "Urgence sociale, tenir jusqu’à quand ?".